

«Nous sommes dans un

C'est un Saïd Sadi très inquiet pour l'avenir immédiat de l'Algérie que nous avons rencontré au siège de son parti. Plus que jamais, il appelle au dépassement du pouvoir pour espérer un sursaut salvateur pour le pays. Si ses réponses donnent à première vue une impression de dépit, cela est vite rattrapé par des propositions qui laissent entrevoir une projection sur l'avenir. Dans «ce moment de rupture», il devient presque indécent de parler avec Saïd Sadi d'élection présidentielle.

Entretien réalisé par
Nacer Belhadjoudja

Le Soir d'Algérie : Cela fait longtemps que l'on ne vous a pas entendu dans les médias nationaux, pouvez-vous, pour entamer notre entretien, nous livrer d'un mot votre point de vue sur le pays ?

Saïd Sadi : En 2009, c'est-à-dire 55 ans après l'indépendance, des adolescents déboussolés descendent le drapeau algérien dans un lycée et hissent le drapeau français deux mois après que l'on eut sacrilisé les symboles de la nation par une révision constitutionnelle des plus discutables.

C'est un peu rude comme entrée mais puisque vous abordez le sujet, comment analysez-vous cet événement ?

Après la rupture politique qui oppose pouvoir et société, après la rupture générationnelle qui voit une gérontocratie bâillonner la jeunesse, nous rentrons dans les ruptures symboliques où se dissolvent les valeurs identitaires. La question n'est pas de se défausser sur ces jeunes qui sont plus victimes que coupables, mais il faut bien savoir qu'avant d'en arriver là, ces élèves ont discuté entre eux, préparé leur coup, choisi le moment du passage à l'acte... Il est important de comprendre ce qui s'est passé dans la tête de ces jeunes. La falsification des repères et la manipulation de l'histoire de la nation ajoutée au discrédit puis au rejet que suscitent les auteurs de ces abus ont conduit des enfants algériens à braver tous les interdits et à lancer l'ultime défi pour manifester leur exaspération. Ce signe ne semble pas inquiéter les dirigeants qui, faute d'avoir un bilan ou des perspectives à offrir, revendiquent, je cite, leur «sale besogne» comme trophée.

Mais d'un point de vue plus politique, comment définiriez-vous la situation actuelle ?

Après le reniement de la résistance citoyenne qui, de mon point de vue, aura été un grand moment dans notre histoire d'après-guerre, le pays s'est trouvé désavoué dans ce qu'il avait accompli de plus sain et de plus noble depuis l'indépendance : refuser un ordre politique qui nie l'alternance et, dans le même temps, ne pas se laisser gagné ni même tenté par la vengeance malgré la cruauté des épreuves. Peu de peuples ont fait preuve de tant de sagesse face à de tels drames. Privé de son capital patriotique et interdit de citoyenneté, l'Algérien s'est résigné et la Nation a commencé une inexorable décomposition dont la grammaire politique est écrite par le putsch commis le 12 novembre.

D'un point de vue formel, le pouvoir passe d'une enveloppe militaire à une apparence policière, mais le système politique reste le même dans un pays sous haute tension.

C'est l'impasse. En quoi, selon vous, la révision de la Constitution a-t-elle été si désastreuse ?

Je ne n'insisterai pas sur la forme. N'en déplaise au président de l'APN, le Parlement algérien a commis une forfaiture. Il n'avait pas à se prononcer sur des amendements qui bouleversaient la nature et l'équilibre des pouvoirs. Seule la voie référendaire, au regard de la Constitution d'alors, permettait de traiter de tels amendements.

Sur le fond, nous sommes dans un cadre constitutionnel unique. Les constitutionnalistes les plus avertis confirment le caractère ubuesque de la situation algérienne qui n'est ni un régime présidentiel, ni un régime parlementaire. C'est le seul pays où un homme concentrant tous les pouvoirs exécutifs entre ses mains ne connaît aucun contre-pouvoir. Savez-vous que si demain le RCD devenait majoritaire à l'Assemblée, il serait obligé d'appliquer le programme d'un chef de l'Etat qu'il combat puisque, depuis le 12 novembre, seul lui a le droit de proposer un programme !!

Je ne voudrais pas être trop cruel mais il faut rappeler aussi que ce programme, dont toutes les clientèles se gargarisent, n'existe même pas.

La Constitution a été violée pour imposer un troisième mandat. Quel Algérien et quel observateur peut croire que ce qui n'a pas été fait pendant dix ans avec un baril qui a atteint 150 dollars va devenir possible dans une situation nationale aussi délétère avec un environnement mondial si perturbé ?

Je vous laisse deviner le contre-coup politique, diplomatique et économique que subit notre pays après cette opération.

Autre problème révélé par cette dérive : le silence des intellectuels. En dehors de quelques émois confidentiels, il n'y a pas eu d'intervention sur un acte qui ne manquera pas d'inspirer ailleurs la recherche universitaire en matière d'hérésie constitutionnelle. Mais cela est un autre problème.

Vous venez d'évoquer le RCD, quelques voix s'élèvent à Béjaïa et laissent entendre qu'il y aurait crise.

Béjaïa, je vous rassure, va très bien. Cinq ou six personnes découvrent comme par hasard en ce moment et après des années de béatitude, que le RCD est un enfer.

Ce genre d'incidents est récurrent à chaque fois que le RCD aler-



Photo : Samir Sid

te l'opinion nationale ou internationale sur les abus du régime.

Dit en un mot, le pouvoir suggère à travers ces provocations ceci : nous n'avons rien fait mais nous sommes tous pareils, donc le changement est inutile.

Plus généralement, comment va le RCD ?

Je ne crois pas qu'il y a un parti algérien qui ait autant affronté le pouvoir et qui continue d'être la source principale de l'animation du débat national, avoir une activité de terrain aussi soutenue, une vie organique régulière et une présence internationale affirmée et reconnue.

Est-ce un hasard si le RCD est le seul parti à disposer d'un site Internet digne de ce nom et qui tient toutes ses réunions organiques prévues par ses statuts.

Il reste vrai qu'il y a débat dans le parti sur la question de savoir si la méthode de luttes adoptée jusqu'à est la plus indiquée à la conjoncture actuelle où le pouvoir viole toutes les lois et réglementations pour étouffer l'opposition. Le scandale qui a vu l'administration déposer illégalement un président d'APC à Berriane au motif qu'il est du RCD

alors qu'il revendique un bilan exceptionnel interpelle sur la pertinence d'un combat conçu et mené dans d'autres conditions. A Blida, un secrétaire général de l'UGTA, démocratiquement élu, se voit refuser son installation tant qu'il restera fidèle au RCD...

Qu'est-ce que cela appelle en termes de perspectives ?

Cela veut dire que le prochain conseil national qui se tient dans un moment de

rupture politique sera, je crois, l'un des plus importants dans la vie du parti.

Ce conseil national se prononcera-t-il sur la présidentielle ?

Oui.

Peut-on en savoir plus en ce qui vous concerne ?

Vous comprendrez bien que non.

Le pouvoir a pourtant accédé à l'une de vos revendications essentielles puisqu'il accepte la

présence d'observateurs internationaux.

Sur la question des observateurs comme sur d'autres, le pouvoir ruse. Comme toujours, à chaque fois que le RCD anime un débat, innove sur un dossier ou qu'il forge un concept, le régime s'en saisit, le clone et le pollue.

Le pouvoir nous propose une présence politique de l'Organisation de la Conférence islamique, de l'Union africaine et de la Ligue arabe — instances respectables par ailleurs — sous la coordination symbolique de l'ONU.

Les dirigeants algériens savent que depuis 2004, et grâce ou à cause de leur fraude, il y a une prise en charge professionnelle et standardisée de l'observation des élections.

Les équipes sont formées pour prévenir et détecter les failles organisationnelles, elles demandent à être sur le terrain de longs mois avant le scrutin pour «nettoyer» les fichiers électoraux, surveiller l'usage des médias et des finances publiques... Ces organisations spécialisées sont connues et ont déjà montré leur savoir-faire sur tous les continents en intervenant en Ukraine, au Pakistan, au Venezuela, et il y a quelques jours, au Ghana où le candidat de l'opposition a d'ailleurs remporté la présidentielle dans une compétition que personne ne conteste.

Vous aurez remarqué qu'aucune de ces organisations ne figure parmi les «invités» du pouvoir d'Alger.

A la décharge de ce pouvoir, il n'est pas le seul à refuser une surveillance internationale qui mobiliserait pendant des mois de nombreux observateurs indépendants et qualifiés. Des acteurs politiques et sociaux qui avaient, un instant, voulu se mobiliser contre la candidature de l'actuel chef de l'Etat pour soutenir un autre candidat — ce qui était leur droit — ont refusé de s'associer à la demande de cette surveillance. L'arrière-pensée étant que la fraude n'est pas un mal en soi. Elle est même implicitement souhaitée quand elle sert son chef de clan. Pour occasionnelle qu'elle soit, cette posture soulève, nous le savons tous, un vrai problème pour ne pas dire le problème politique de l'Algérie.

Pouvez-vous être plus précis ?

Tant que nous n'aurons pas clarifié la question du positionnement politique de chacun, la mise en perspective de la nation restera brouillée.

Il y a des acteurs politiques qui estiment qu'il n'y a pas d'alternatives possibles en dehors du système actuel. C'est une option que l'on peut entendre à la condition qu'ils s'assument en tant que clientèles inscrivant leur action dans les compétitions claniques. Naturellement, chaque clan dira que si c'est son

chef qui hérite du pouvoir, les choses iront mieux.

Nous sommes un certain nombre à mettre en doute cette vision.

La crise algérienne ne saurait être réductible à une question d'homme, même si la responsabilité de certains, dans son aggravation, est évidente.

Tant que ce malentendu originel ne sera pas levé, la vie publique risque d'être encore longtemps enfermée dans des spéculations sur les affrontements claniques qui finiront bien, nous dit-on, par produire un jour l'homme providentiel.

La solution à la crise algérienne n'est pas dans un aménagement du système mais dans son dépassement. Cela dit, rien n'interdit de débattre avec un clan ou un autre ; encore faudrait-il que cela se fasse sur des bases de partenariat et non clientélistes.

Cette aliénation politique et intellectuelle qui interdit de concevoir une opposition en tant qu'alternative est une forme d'infantilisme et d'opportunisme qui bloque le débat politique national.

L'opposition n'est pas une annexe où des clientèles déçues un moment viennent s'épancher ou se défouler en attendant d'être recyclées.

L'opposition n'est pas là pour être interpellée quand il y a péril sur la nation et être oubliée quand vient le moment des choix.

L'opposition est, redisons-le, une alternative au pouvoir.

Ce minimum qui a présidé à toutes les émancipations des sociétés adultes n'est pas encore intégré chez nous.

Selon vous, pourquoi la société algérienne s'enlise-t-elle dans ce que vous semblez présenter comme une chimère, alors qu'ailleurs le jeu politique est plus clair. Il y a en général l'opposition et le pouvoir qui s'affrontent sur des programmes politiques. Pourquoi n'arrivons-nous pas à mettre en application cette pédagogie chez nous ?

Le mouvement national s'était cristallisé autour de la revendication pour l'indépendance. Jusqu'au congrès de la Soummam en 1956, il n'y avait pas de discussion sur la nature de l'Etat, l'accès au pouvoir, son contrôle... Or, en 1957, l'Algérie a enregistré deux drames dont elle ne s'est jamais remise.

Les disparitions de Abane et Ben M'hidi la même année ont coûté et coûtent encore très cher à notre pays.

Sans tomber dans la «complotite» de l'histoire, on peut quand même noter que la tendance despotique du FLN et les forces coloniales ont objectivement convergé dans leur malfaisance puisque Abane a été éliminé par ce qui deviendra plus tard la Sécurité militaire et que Ben M'hidi a été victime de Massu.

Depuis, l'Algérie n'en finit pas de régresser.

Des jeunes qui se jettent à l'eau dans de telles conditions pour se forger un destin sont porteurs d'espoir et d'énergie, dès lors qu'ils refusent de renoncer, quelles que soient les difficultés et les incertitudes.